

Aide aux plus démunis : c'est l'inquiétude

L'allocation du programme européen va fortement diminuer l'an prochain. Les associations sarthoises montent au créneau.

Philippe LAVERGNE

philippe.lavergne@maine-libre.com

Si cela se fait, nous nous demandons comment nous allons pouvoir soutenir les victimes de la précarité dans les années à venir ». A la fédération départementale du Secours populaire, la secrétaire générale Dominique Desarthe ne cache pas une vive inquiétude.

La commission européenne vient d'annoncer, à partir de 2012, une sévère réduction de l'allocation au PEAD, le programme européen d'aide aux plus démunis. Une enveloppe ramenée à 113 millions d'euros, 400 millions de moins que cette année.

Une catastrophe pour les quatre associations caritatives qui en bénéficient, outre le Secours populaire, la Banque Alimentaire, les Restos du cœur et la Croix-Rouge.

Une campagne en septembre

Les responsables du Secours populaire en Sarthe sont d'autant plus inquiets qu'ils voient les situations de précarité augmenter, même si par ailleurs certains parlent de « reprise ».

Toujours plus de personnes sollicitent de l'aide. « Pour 2010, chez nous, 300 tonnes de produits ont permis d'aider 9 900 personnes » rappelle

Dominique Desarthe. Soit 3 000 foyers dont plus de 2 700 pour l'Espace solidarité du Mans. « Entre le premier trimestre 2010 et la même période de 2011, la demande d'aide alimentaire a augmenté de 20 % ».

L'étude des chiffres de la fréquentation de l'espace de l'avenue Jean-Jaurès du Mans montre que 36 % des personnes n'ont bénéficié que d'une seule aide alimentaire pour 2010, soit plus d'une personne sur 3 et que seulement 6,5 % ont reçu neuf aides. 23 % étaient des personnes seules et 27 % représentaient une famille monoparentale.

Sur le plan financier, le poste budgétaire consacré à l'aide alimentaire a pesé très lourd sur les comptes.

Au point que l'association a dégagé un résultat négatif. « Si la plus grande partie des produits distribués est pour le moment gratuite » poursuit la secrétaire générale du Secours populaire, « les frais de stockage et de transport de ceux en provenance de la centrale de collectage de Nantes sont à notre charge ».

Le Secours populaire qui a déjà alerté élus et responsables politiques prépare une campagne pour la rentrée de septembre en demandant aux familles en difficulté d'envoyer un courrier à Bruxelles. Seront-elles entendues ?



Le Mans, 29 juin. Le Secours populaire distribue des produits alimentaires chaque jour aux plus démunis. Jusqu'à quand ?

Photo Le • Maine Libre • Hervé Petitbon